

La Lettre du CIAN

Novembre / Décembre 2016

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

Edito

La vieille économie n'est pas morte

Selon une opinion à la mode largement répandue dans les médias et les colloques, le décollage de l'Afrique dépend de l'accroissement du rôle des femmes, du digital et de l'économie verte. Ces trois facteurs sont souvent présentés comme une panacée.

Les femmes sont l'avenir de l'homme et donc de l'Afrique ? Selon une étude McKinsey, le comblement de l'inégalité entre les femmes et les hommes ferait gagner entre 1% et 3% au PIB africain. Il est prouvé que les femmes africaines sont plus efficaces que les hommes, qu'elles consacrent leurs revenus à la famille et à l'avenir plutôt qu'à la consommation immédiate. D'après l'ONU, l'accès égalitaire des femmes africaines à la terre – elles produisent 80% des récoltes et contrôlent moins de 20% des terres – augmenterait la productivité agricole de 30% et réduirait notablement la famine. Première idée juste.

Le digital et l'économie verte permettraient le décollage définitif de l'Afrique ? Certes ces secteurs sont prometteurs car ils surmontent les handicaps des économies africaines. Les ventes par Internet compensent certainement la faiblesse des réseaux de distribution, le e-paiement celle de la sous-bancarisation, les formations digitales et les MOOC se substituent aux classes insuffisantes, ou encore la connaissance en temps réel des prix des produits permet d'orienter les marchandises. De même, l'énergie solaire est une réponse pour l'électrification des zones rurales. Une agriculture propre est bien mieux adaptée au contexte africain que l'exploitation intensive, la réutilisation des déchets est créatrice d'emploi

et économise les matières premières. Deuxième idée juste.

Alors oui, le renforcement de la place des femmes, le digital et l'économie verte sont à l'évidence les voies de demain pour l'Afrique. Elles lui permettront de sauter les étapes classiques du développement et de rattraper son retard. En ce sens, il est légitime que ces thèmes inspirent largement l'afro-optimisme ambiant et soient mis en avant comme la réponse aux défis du continent. Mais ceci ne doit pas retarder ni nous détourner de l'essentiel, à savoir la gouvernance, les infrastructures et la formation.

Sans climat des affaires favorable, sans stabilité juridique, comment le digital ou l'économie verte pourraient-ils se déployer ? Comment les femmes pourraient-elles accroître leur rôle ?

Sans routes, sans capacités de stockage, sans réseau pour transporter les données, sans électricité, comment le commerce digital pourrait-il s'étendre ?

Sans éducation ni formation, comment trouvera-t-on les techniciens du digital, comment inventera-t-on des solutions écologiques, comment les femmes combleront-elles leurs inégalités ?

L'espoir placé dans le rôle des femmes, dans le digital et dans l'économie verte, sont des convictions justes. Mais elles ne doivent pas détourner nos efforts de l'essentiel et de la vieille économie qui demeure un préalable.



Etienne Giros
Président délégué

A RETENIR

Janvier 2017 : rapport CIAN MOCI



Diffusée à 47.000 exemplaires en France, en Afrique et en Europe, l'édition annuelle qui comporte le baromètre CIAN, fait référence depuis 25 ans. Il est un véritable vecteur de promotion de l'expertise des membres du CIAN. La version française sera suivie de la version en anglais.

3 février 2017 : Forum Afrique CIAN / MOCI

Grand rendez-vous de la communauté d'affaires concernée par l'Afrique, le forum aura pour thème cette année « African Touch : la création de valeur en Afrique »

Contact Sponsoring :

LE MOCI, Saskia Paulmier
Tél : +33 (0)1 49 70 12 73
Saskia.paulmier@lemoci.com

ACTIVITES DU CIAN

Les Rencontres Africa 2016 Paris, 22-23 septembre



Organisé par les équipes de Classe Export et la Fondation AfricaFrance, sous l'égide du ministère des Affaires étrangères et du développement international et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique, cet événement a mobilisé l'ensemble des acteurs de la diplomatie économique française : BPI France, Business France, l'AfD, Proparco, la Coface, la CCI International. La CGPME, le CIAN, les Conseillers du commerce extérieur, les Chambres de Commerce et d'Industrie et de grands groupes partenaires avaient activement sollicité leur carnet d'adresse pour relayer la manifestation et inciter les entreprises françaises et africaines à participer.

Le défi de réussir « la plus importante manifestation organisée en France sur l'Afrique » proposé après le Sommet de l'Élysée pour la Paix et la Sécurité en Afrique de décembre 2013, a été relevé collectivement. Plus de 2000 acteurs économiques majeurs, de France et d'Afrique, se sont ainsi retrouvés pendant deux jours au CESE. Rendez-vous BtoB, stands d'entreprises, d'instituts de formation, de pays, colloques thématiques, des activités étaient proposées pour tous les secteurs.

Dans l'hémicycle du Conseil, pas moins de dix séances plénières ont rassemblé les politiques et les cadres des administrations publiques, les dirigeants d'entreprise, les représentants du secteur privé français et africains et les personnalités des diasporas africaines. Les adhérents du CIAN ont contribué à ces débats.

Etienne Giros s'était, quant à lui, chargé d'organiser et d'animer la table ronde sur la formation professionnelle. Qualité des filières, pertinence par rapport aux besoins des pays et des entreprises, les enjeux sont importants pour des pays africains aux populations jeunes et qui ont besoin de développer l'emploi. L'ensemble des participants ont convenu que les entreprises ont un rôle à jouer auprès des établissements d'enseignement. Pour répondre à la massification des besoins, le numérique est déjà intégré aux formations diplômantes post-bac qui allient de plus en plus souvent enseignement en présentiel et cours *on-line*.

Les termes des débats et leurs conclusions vont maintenant nourrir le dossier qui sera présenté lors du Sommet des chefs d'Etat de Bamako le 14 janvier 2017.

Commission Anti-Corruption – CIAN Paris, 5 octobre

Me Marc Filet, pilote de l'équipe rédactionnelle mandatée par la Commission des Nations Unies pour l'Europe (UNECE), pour rédiger des standards préalables à une charte anti-corruption, a présenté aux adhérents du CIAN les points essentiels de ce projet relatifs aux partenariats public-privé et aux concessions.

Philippe Montigny, président de la commission Anti-corruption, a ensuite piloté l'écriture de la position du CIAN. Le groupe de travail a recommandé la mise en place de Comités d'intégrité tripartites : un membre représentant le secteur privé, un autre l'admini-

stration publique, une personne tierce serait choisie sur une liste d'experts proposée par l'ONU (« *Probit Officer* »). Ce Comité suivrait le projet de PPP du début à la fin pour s'assurer du respect de la charte. Il étudierait toutes les réclamations et alertes dès leur origine. Le *Probit Officer* aurait la capacité de saisir les procureurs du pays d'origine et du pays du PPP en cas de manquements. La note a été remise à **Marc Filet** comme contribution des adhérents du CIAN à la réflexion.

Osez l'Afrique ! – CIAN/ Experconnect Paris, 11 octobre

Pour certains, il s'agissait de se remémorer une expérience professionnelle africaine, d'autres souhaitaient découvrir ce continent dont on annonce régulièrement qu'il sera le relais de croissance pour ce siècle. Avec leur regard de cadres d'entreprise, les experts du vivier d'Experconnect, spécialiste de la collaboration post-retraite, se sont montrés très intéressés par l'exposé de **Etienne Giros**. Ils l'ont interrogé sur la place des groupes français et l'application du *local content* dans les différents pays.

Déjeuner-débat – CIAN Paris, 18 octobre



Lionel Zinsou était l'invité de ce déjeuner-débat d'automne qui a réuni une centaine de convives dans la bibliothèque de l'Automobile Club. Ancien Premier ministre du Bénin après avoir été à la tête de PAI Partners, un important fonds de capital-investissement français, il en a tiré quelques convictions sur le nécessaire saut qualitatif des administrations centrales. Face aux attentes d'un monde économique rapide et efficient, il est allé jusqu'à recommander l'externalisation des services-supports. Très à l'aise devant son auditoire, il a régalé l'assistance d'anecdotes sur les perturbations familiales qu'engendre une candidature présidentielle.

L'Afrique digitale – LePoint Afrique/BearingPoint Paris, 13 octobre

Le Point Afrique avec la contribution de BearingPoint a proposé une après-midi sur l'expansion des services digitaux en Afrique.

Le CIAN était invité à la table-ronde d'ouverture sur l'attractivité économique de l'Afrique. **Marie-Chantal Uwitonze**, conseillère parlementaire à Bruxelles, en a profité pour mettre en valeur le rôle clé de la diaspora. Ainsi elle indique que 80 % des adhérents du réseau de la diaspora qu'elle fédère financent une entreprise dans leur pays d'origine et que la diaspora malienne contribue à financer les infrastructures du Mali par l'emprunt obligataire. Les fonds privés de la diaspora représentent une masse financière plus importante que l'aide publique au développement.

Les quatre panels qui ont suivi ont traité des réalités et des espoirs du digital. Si le problème des infrastructures : électricité, télécoms, est encore loin d'être réglé, les services se développent à toute vitesse. Dans certains secteurs comme la banque, l'Afrique effectue

En savoir plus

AFRICA FRANCE

www.africafrance.org
Rencontres Africa2016
www.africafrance.org/2016/rencontres-africa-2016

Commission Anti Corruption

Philippe Montigny
philippe.montigny@ethic-intelligence.com

EXPERCONNECT

www.experconnect.fr

LE POINT AFRIQUE DIGITALE

Site de la conférence
www.development-institute.com/fr/sitededie/afrique_digitale



« le saut de grenouille » (*leapfrogging*) qui lui donne un temps d'avance sur les pays les plus développés. Il y a ainsi en Afrique plus de comptes bancaires sur *smartphone* que dans les banques traditionnelles. Les opérateurs télécoms se sont montrés agiles pour dématérialiser les paiements. Dès 2008, Orange a lancé Orange Money en Côte d'Ivoire. Les banques traditionnelles feront certainement à l'avenir moins de déploiement de réseau physique et plus d'offres digitales, prédit **Alexandre Maymat**, responsable de la région Afrique/Asie/Méditerranée et Outremer, banque et services internationaux de la Société Générale. L'après-midi a permis de dérouler des exemples de e- et m-commerce car les commandes sont effectuées très souvent par le téléphone ou sur l'ordinateur du bureau, constate **Francis Dufroy**, DG de Jumia Côte d'Ivoire. Les contraintes techniques sont encore fortes : logistique, barrières douanières, gestion des paiements et des retours forçant les opérateurs comme Jumia ou Afrimarket à évoluer vers un modèle de *marketplace* plutôt que de la distribution en propre.

Commission juridique et fiscale – CIAN

Paris, 26 octobre

Jean-Jacques Lecat, président de la commission, a organisé une table-ronde avec les meilleurs experts français en droit OHADA pour faire le point sur l'arbitrage et la médiation. **Michael Bühler** du cabinet Jonesday a mené une enquête auprès d'un millier d'avocats sur leur recours à l'arbitrage en Afrique. Il a constaté que les cas sont encore limités, qu'ils concernent le plus souvent des conflits avec les Etats. **Benoit Le Bars** a, quant à lui, souligné la faiblesse des structures arbitrales qui reposent sur un ou deux magistrats sans supports documentaires. Le Professeur **Barthélemy Mercadal** et **Me Alain Fénéon** ont examiné les décisions arbitrales qui ont été rendues. Ils ont conclu que l'exécution internationale reste difficile à obtenir, les Etats se retranchant derrière le droit des Sûretés.

Toutes ces analyses sont prises en compte dans la réflexion menée actuellement pour une révision du droit OHADA en matière d'arbitrage et l'introduction de la médiation, qui représente une alternative intéressante pour un règlement plus rapide des conflits.



Mondial des CCE – CNCCEF

Deauville, 6 et 7 octobre

Cette année, la réunion mondiale des Conseillers du Commerce Extérieur de la France (CCE) se tenait à Deauville. Près de 800 conseillers et partenaires se sont retrouvés dans une ambiance amicale et studieuse. Sous la houlette d'**Alain Bentejac**, le président, et de **Jean-Jacques Lestrade** qui a piloté l'événement, l'organisation a été parfaite. Les débats, de haute tenue, ont tourné autour de deux grands axes :

la position et le rôle économique de la France dans le monde, et son adaptation aux profondes transitions qui bousculent aujourd'hui le contexte international : préservation de la planète, Brexit, nouveaux risques, transformation digitale.

Sur l'attractivité de la France et sa capacité à accroître sa place dans le commerce international, sans nier ses handicaps qui sont malheureusement bien connus et anciens, tous les intervenants ont souligné les atouts et les succès de notre pays, et la nécessité de ne pas tomber dans le « *French bashing* » souvent plus en vogue chez les Français que chez nos partenaires étrangers.

Rapport FMI – AFD

Paris, 3 novembre

Une réunion de restitution du rapport semestriel Afrique Subsaharienne du FMI s'est tenue à l'AFD. Globalement la croissance moyenne du PIB des quarante-cinq pays concernés s'effondre en 2016 avec 1,4% contre 3,4% en 2015 et 5,3% pour la période 1995/2014. Les pays les plus touchés sont évidemment les pays exportateurs de pétrole et de produits de base (sauf le cacao) qui présentent des taux négatifs, alors que les vingt pays pauvres en matières premières exportables ont des taux de croissance autour de 5%. Outre cette baisse des matières premières, d'autres facteurs ont joué défavorablement. Les difficultés à lever des fonds sur les marchés extérieurs se traduisent soit par un blocage total soit par une augmentation forte des taux d'intérêt. La plupart des pays à monnaie nationale connaissent un dérapage de l'inflation et une forte ponction sur leurs réserves. S'ajoutent la diminution des recettes fiscales du fait du ralentissement de l'activité et l'augmentation des déficits budgétaires qui génèrent l'élévation des arriérés de paiement des Etats avec leurs conséquences désastreuses sur les entreprises. Les quelques pays qui ont maintenu leur niveau de croissance sont menacés par le surendettement.

Le FMI estime qu'il est nécessaire d'engager ou de renforcer un processus d'ajustement en élargissant l'assiette fiscale (pour éviter la surimposition des entreprises du secteur formel) et en diminuant la dépense publique. Il recommande de concentrer l'effort sur les investissements essentiels comme l'énergie, d'améliorer le climat des affaires et de rendre la croissance plus inclusive en travaillant à la réduction des inégalités. La question du rythme de ce processus d'ajustement est primordiale.

Alexandre Maymat, responsable à la Société Générale des régions Afrique/Asie/Méditerranée et administrateur du CIAN est intervenu pour donner le point de vue du banquier. La demande de crédit reste très forte et les besoins de trésorerie des entreprises augmentent alors qu'on note une baisse du commerce international entre l'Afrique et le reste du monde et intra-africain. Même si cette crise ne se reflète pas encore en totalité dans le bilan des banques, elle est bien présente. Il y a cependant des raisons d'espérer un redressement même dans la conjoncture actuelle des prix des matières premières car les marchés intérieurs sont boostés par la montée des classes moyennes et les nouveaux entrepreneurs. Il note que le secteur informel est en légère diminution et que globalement l'endettement privé est bien en deçà de l'endettement public. Il existe donc des marges de progression du secteur privé pour autant que les politiques publiques soient bien adaptées.

A noter, une démarche innovante du FMI. Conscient des conséquences sur plusieurs années des catastrophes naturelles climatiques, il se préoccupe d'intégrer dans ses modèles économiques les prévisions météorologiques et met en place des facilités financières pour les adresser ces phénomènes. Un expert

En savoir plus

Commission Juridique et Fiscale

Jean-Jacques Lecat

Président

Jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

CNCCEF

www.cncef.org

FMI

www.imf.org/external/french

Télécharger le rapport
« Une croissance à plusieurs vitesses »

www.imf.org/external/french/pubs/ft/reo/2016/afr/sreo1016f.pdf

AFD

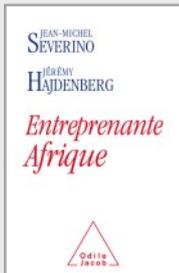
www.afd.fr

CIAN

Pierre Arnaud

Comité directeur

sereneconseil@gmail.com

En savoir plus**I&E - INVESTISSEURS ET PARTENAIRES**

www.ietsp.com

FERDI

www.ferdi.fr

Télécharger le plaidoyer

www.ferdi.fr/fr/publication/ouv-allier-s%C3%A9curit%C3%A9-et-d%C3%A9veloppement-plaidoyer-pour-le-sahel

**EVERSHEDS**

www.eversheds.com

Boris Martor

BorisMartor@eversheds.com

BOI Maurice

www.investmauriti.us.com/fr

Heerun Ghurburun

de l'AFD a présenté différents services de prévisions climatiques.

Entreprenante Afrique – I&E

Paris, 4 novembre

Jean-Michel Severino et Jérémy Hadjenberg, président et DGA de Investisseurs et Partenaires, ont présenté leur livre « Entreprenante Afrique » à Sciences-Po devant un public nombreux.

Cet ouvrage bien documenté retrace le parcours d'une centaine d'entrepreneurs de l'Afrique subsaharienne qui interviennent aussi bien dans les domaines de la "vieille économie" que dans celle du digital, sachant parfaitement s'approprier les facilités et les avantages offertes par les nouvelles technologies. L'éclosion de ces nouveaux acteurs est récente, quinze ans à peine, mais le mouvement s'amplifie grâce à un marché intérieur en pleine croissance, boosté par la montée des classes moyennes et l'urbanisation du Continent. Il profite de l'effet de levier des nouvelles technologies et d'un début de desserrement des verrous dû aux politiques d'ajustement.

Les auteurs ont insisté sur la bonne qualification de ces entrepreneurs formés localement ou venus de la diaspora qui sont conscients que l'entreprise privée leur permet d'avoir un niveau de vie satisfaisant mais qui sont motivés aussi par l'envie de faire partager cette richesse à d'autres. Ils sont soucieux de développer une activité performante, capable d'obtenir des certifications de haut standard. Enfin s'agissant essentiellement de PME, qui sont au cœur du développement, les auteurs n'ont pas dissimulé leur vulnérabilité aux "mauvais gouvernements" qui les ont souvent poussés vers l'informel. De nombreux exemples démontrent toutefois l'aptitude des nouveaux venus à surmonter les obstacles.

L'intérêt de l'Afrique et de ses partenaires commande de stimuler ce mouvement pour que les 450 millions de jeunes qui se présenteront sur le marché du travail dans les vingt prochaines années trouvent un emploi car il est certain que les grandes entreprises internationales ne suffiront pas.

Sahel – FERDI

Paris, 3 octobre

La situation au Sahel s'est fortement dégradée ces dix dernières années, particulièrement en matière de sécurité. En effet, malgré leurs différences, les zones

rurales du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad sont prises dans un cercle vicieux où insécurité et pauvreté s'entreretiennent mutuellement.

La Ferdi a invité le CIAN à participer à la présentation de son plaidoyer pour le Sahel *Allier sécurité et développement*, en présence d'anciens ministres des pays sahéliers et des rédacteurs de l'ouvrage.

Ce plaidoyer en libre-accès est l'aboutissement de l'action collective d'un groupe de travail pluridisciplinaire, ayant auditionné des personnalités d'horizons divers (économistes, anthropologues, entrepreneurs, militaires, agronomes, politologues, etc.). Il a été présenté la semaine suivante au Parlement européen lors d'une conférence-débat.

Ile Maurice – CIAN / EVERSHEDS

Paris, 4 octobre



Le cabinet d'avocats Eversheds a organisé avec le CIAN une rencontre sur les atouts de la place financière mauricienne.

Boris Martor et son collègue du bureau mauricien ont accueilli Joël Rault, l'ambassadeur de Maurice en France et le *Board of Investment* de l'Ile qui ont valorisé la qualité de l'environnement des affaires. Avec une fiscalité raisonnable et stable (taux unique de 15 % pour l'IS, l'IR et la TVA), une grande ouverture internationale (libre rapatriement des bénéficiaires et des capitaux, actionnariat à 100% étranger autorisé etc.), l'Ile Maurice a choisi de stimuler son développement économique en favorisant l'investissement étranger. En particulier, Maurice se présente comme une position stratégique vers l'Afrique avec des facilités pour créer des implantations et des holdings. A noter, ses 44 traités bilatéraux et ses accords multilatéraux d'investissement qui protègent l'investisseur privé. Les sociétés Paxter et Linkbynet ont apporté leur témoignage.

VIE DES SOCIÉTÉS**Archivage et numérisation**

La filiale de Mobilitas en Côte d'Ivoire, AGS-Pro Archives Systèmes et NSIA Technologies ont signé le vendredi 14 octobre un contrat cadre pour l'archivage et la numérisation des dossiers clients de NSIA Assurances Vie. A cette occasion une salle moderne de numérisation a été installée dans les locaux d'AGS Côte d'Ivoire. L'ensemble des données seront stockées dans les serveurs du *data center* hautement sécurisé de NSIA Technologies à Abidjan.

NSIA Technologies est le premier hébergeur certifié de données à caractère personnel, et la seule entreprise d'Afrique de l'Ouest et centrale à bénéficier de la certification ISO 27001 sur l'ensemble de son périmètre. NSIA Technologies justifie du plus haut niveau de certification au monde en matière de sécurité de l'information.

En tirant profit de ce partenariat gagnant-gagnant, des synergies sont envisagées à l'avenir dans les autres pays d'Afrique où sont implantés les deux groupes en vue de faire converger leurs développements panafricains.

L'objectif sera d'apporter une réponse innovante aux nécessités d'archivage et de numérisation des entreprises. Cette opération traduit également les ambitions du groupe Mobilitas sur l'ensemble du continent et sa capacité à accompagner de façon personnalisée et globale ses clients dans les différents métiers du Groupe.

**Mali : Certification ISO 9001**

Allianz Mali Assurances est la première compagnie d'assurance de la zone CIMA (Conférence Inter-africaine des Marchés d'Assurances) à être certifiée à la nouvelle norme ISO 9001:2015 qui capitalise sur les exigences qui ont fait le succès de la norme 9001 tout en tenant compte des avancées technologiques dans le monde du travail. Elle focalise également plus fortement sur la qualité de ce qui est fourni aux clients. Cette certification récompense le travail réalisé par Allianz Mali Assurance sur la mise en place du Système de Management de la Qualité, notamment une meilleure prise en compte des risques et des opportunités, l'adaptation de la démarche qualité pour mieux servir la stra-

En savoir plus**AGS**

www.ags-deménagement.com

ALLIANZ

www.allianz.fr

tégie de l'organisation et la maîtrise de l'intégralité de la chaîne permettant de créer de la valeur pour ses clients. Cette certification s'inscrit dans la stratégie d'Allianz Africa qui met l'excellence au cœur de son développement.



Nomination en Afrique de l'Ouest

Etienne Somian a rejoint depuis août 2016 le Groupe Ascoma en qualité de Directeur Technique et Directeur Régional Adjoint de la zone Afrique de l'Ouest. Il cumule 19 années d'expérience au sein de compagnies d'assurances ivoiriennes, en charge de questions techniques telles que la gestion de programmes internationaux, la réassurance et l'appui à la gestion des sinistres au sein du réseau GLOBUS.

Basé à Abidjan, sous la supervision de **Jean-François Alauze**, Directeur Général d'Ascoma Côte d'Ivoire et de la zone Afrique de l'Ouest, **Etienne Somian** apportera son soutien et son expertise technique à l'ensemble des filiales Ascoma de la région : Bénin, Burkina Faso, Ghana, Guinée Conakry, Mauritanie, Mali, Niger, Sierra Leone, Sénégal, Togo.

Fusion au Bénin

Les courtiers *Ascoma Bénin* et *A&C Bénin* ont décidé de s'unir pour devenir l'acteur majeur du marché du courtage béninois et le leader en assurance maladie.

Ascoma était, depuis plusieurs années, partenaire et actionnaire d'A&C Bénin. Cette fusion juridique et opérationnelle, effective depuis le 30 juin 2016, permettra aux clients des deux sociétés de bénéficier de l'ensemble des savoir-faire du Groupe Ascoma : gestion des programmes d'assurance, accès aux marchés internationaux et aux couvertures des risques spéciaux, expertise en assurance-maladie et gestion des frais de santé.

BearingPoint. Livre blanc sur le commerce digital en Afrique

L'Afrique se caractérise aujourd'hui comme un marché en pleine croissance sur le plan économique, démographique et digital. Le développement de l'e-commerce en Afrique propose un nouveau canal de distribution via une facilité d'accès à Internet toujours plus grande. Répondant ainsi à des besoins exprimés par la population et à des enjeux majeurs pour les grands groupes internationaux, l'e-commerce peut contribuer à rendre à l'Afrique son statut de continent central du commerce.

BearingPoint a rédigé un livre blanc qui propose une vision globale et structurée de ce marché en pleine croissance. Pour en savoir plus, n'hésitez pas à télécharger la publication intégrale.

Baromètre Maroc

Depuis 2011, BearingPoint organise au Maroc le Baromètre du Développement International (BDI) pour analyser les stratégies de développement des entreprises marocaines à l'international.

Cette année, le BDI, organisé en collaboration avec l'ASMEX (Association Marocaine des Exportateurs) a pour thème : « Se développer en Afrique : regards croisés d'entreprises marocaines et françaises. » Le livre blanc qui sera présenté, fruit d'une étude à laquelle près de 200 entreprises ont participé, construit une analyse comparée des grandes tendances et stratégies de développement des entreprises marocaines et françaises.

Une conférence débat, animée par **Jean-Michel Huet**, associé en charge de l'Afrique, aura lieu le 8 Décembre 2016 à Casablanca.



Nomination

Alban Mariau est promu Manager de Fed Africa, cabinet de recrute-

ment Top et Middle Management qui accompagne les groupes locaux et internationaux dans leur développement en Afrique. Il est en charge du développement du cabinet et encadre une équipe de cinq collaborateurs.

Alban Mariau a rejoint Fed Africa en 2011 en tant que chargé de recherche, consultant puis consultant senior. Auparavant, il était chargé de recherche chez Douge International.

Il détient un Master International Business/Trade/Commerce, obtenu en 2010 après deux ans passés entre l'Université Paris 11 et la Northern Arizona University (USA). Il a également créé une association pour promouvoir la construction d'école et de bibliothèques au Burkina Faso.



Base de données législation fiscale, secteur minier de l'or

La Ferdi publie la première base de données qui recense le régime fiscal s'appliquant aux mines d'or industrielles dans 14 pays africains de 1980 à 2015. Plus de 700 textes légaux ont été nécessaires à la construction de cette base. Elle permet de connaître l'évolution de la fiscalité minière dans chaque pays, de comparer la fiscalité minière entre pays africains, de comparer la fiscalité minière entre projets d'un même pays, et d'apprécier le partage de la rente minière entre l'investisseur et l'État.



Certificat CESA Finance à Abidjan

Fort du succès de son programme *Apprendre à oser* certifiant « Management d'une Unité Stratégique » à Abidjan, HEC Paris ouvre un nouveau programme certifiant en finance qui associe cours en ligne et cours en présentiel dispensés dans la capitale économique de la Côte d'Ivoire.

Capitalisable avec le programme diplômant Mastère Spécialisé® « Gestion Financière » ou « Management d'une Unité Stratégique », ce certificat permet aux cadres financiers de consolider leurs savoirs et de se perfectionner sans quitter le continent africain. Ils sont confrontés aux problèmes auxquels tout dirigeant doit faire face pour créer de la valeur. Ils développent toutes les compétences nécessaires à l'élaboration d'une politique financière sur les marchés nationaux et internationaux. Ce programme s'articule autour d'un double dispositif pédagogique : un certificat online, dirigé par **Pascal Quiry** et deux modules en présentiel enseignés par **Franck Ceddaha** à Abidjan.



Offre santé, prévoyance et assistance complète

Leader de la protection sociale à l'international, le Groupe Henner a développé depuis cinq ans une offre complète en Santé, Prévoyance et Assistance pour les groupes internationaux, pour leur personnel expatrié comme leurs salariés locaux.

A la tête du plus important réseau médical mondial, soit 45 000 professionnels de santé dont 4 600 en Afrique, le groupe Henner propose des solutions complètes : des plans internationaux intégrant pour les salariés une couverture locale dans le pays ou la zone de leur choix, des plans locaux pour les salariés locaux des groupes internationaux. Les services adaptés peuvent comporter des offres variées comme la prise en charge en tiers payant chez les professionnels de santé affiliés à notre réseau médical, des services médicaux allant des actions de prévention aux bilans de santé, en passant par le management et la conciergerie médicale.

Tous les programmes Henner sont conformes aux législations en vigueur localement.

En savoir plus

ASCOMA

www.ascoma.com

Contact Bénin :

michel.glazman@ascoma.com

BEARINGPOINT

www.bearingpoint.com

Télécharger le livre blanc

www.bearingpoint.com/fr-fr/convictions/publications/essor-e-commerce-afrique/

Casablanca : Conférence

suivie d'un cocktail,

8 décembre à 18h30,

Golden Tulip Farrah Hotel,

Inscription :

maroc@bearingpoint.com

FERDI

www.ferdi.fr

Télécharger la base

de données en remplissant

une demande sur le site

www.ferdi.fr/fr/indicateur/base-de-donn%C3%A9es-sur-la-fiscalit%C3%A9-mini%C3%A8re-en-afrique

FED AFRICA

www.fedafrica.com

HEC

www.exed.hec.fr

Module 1 online : Corporate

Finance ICCF@HEC Paris

Module 2 (8-12 mai 2017) :

Evaluer une Entreprise et

Maîtriser les Techniques de

Marché

Module 3 (12-16 juin 2017) :

Comprendre les Stratégies

et les Décisions Financières

Contact :

exed@hec.fr ,

Tél : +33 (0)1 39 67 74 49

HENNER

welcome.henner.com



INLEX Implantation à Maurice

Après deux ans et demi de présence à Yaoundé, INLEX AFRICA poursuit son développement en Afrique en installant son siège à Ebène Cyber City, Maurice, au sein même de la Chambre de Commerce et d'Industrie France. Cabinet de conseil et stratégie en Propriété Intellectuelle du groupe INLEX IP EXPERTISE créé en 1995 en France, INLEX AFRICA est le premier cabinet français implanté en Afrique de l'Ouest (2014). Ses 75 collaborateurs, juristes et conseils en propriété industrielle (INPI, EUIPO, OMPI, OAPI) accompagnent leurs clients dans leurs démarches administratives et juridiques nécessaires à la valorisation, au suivi et à la protection de leurs actifs immatériels : créations, innovations, marques, dessins & modèles, noms de domaine, concepts commerciaux et marketing..., actions en contrefaçon, concurrence déloyale ainsi que la valorisation des actifs immatériels. INLEX AFRICA a également ouvert un bureau de représentation à Casablanca, et couvre aujourd'hui la verticalité des trois zones de l'Afrique (Nord, Ouest, Est) ainsi que l'Europe.



Campus ISCIA à Maurice, trois programmes Bachelors

En octobre 2016, trois programmes de Bachelor ont débuté dans le cadre de l'*International Campus for Sustainable and Innovative Africa (ICSIA)* développé par le Groupe Médine à Maurice. Ce campus d'excellence, professionnalisant, bilingue (anglais/français) et pluridisciplinaire, à vocation africaine, dispose désormais de quatre facultés qui fonctionnent sous l'égide d'institutions de renom. La faculté Business, pilotée par l'ESSEC, propose un programme de Management Général en formation continue, et un Global BBA à partir de 2017. La faculté d'Ingénierie, sous l'autorité de Centrale Nantes, a

ouvert un Bachelor d'Ingénierie qui sera suivi de plusieurs Masters. La faculté d'Architecture et Urbanisme qui travaille avec l'ENSA de Nantes, dispose désormais d'un cursus complet de Bachelor puis de Master. La faculté de Droit, en collaboration avec l'université d'Assas, offre un Bachelor généraliste et un Master en *International Business Law*.

La centaine de nouveaux étudiants qui se sont installés à la rentrée sur le campus sont issus de huit pays africains. Un quart d'entre eux environ est soutenu par des bourses d'études versées par des entreprises, qui se constituent ainsi un vivier de talents pour accompagner leur développement africain futur. La campagne de bourses est ouverte pour l'année 2017-2018.



Séminaire à Monaco avec les partenaires africains

Sonema propose des services de télécommunications pour ses clients en Afrique. Le groupe s'appuie sur des partenaires locaux qu'il a réunis pour un séminaire du 10 au 14 octobre à Monaco. Vingt d'entre eux étaient présents pour cet événement, représentant le Bénin, le Cameroun, les Comores, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Gabon, la Gambie, la Guinée Conakry, le Ghana, l'Île Maurice, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, la RCA, la RDC, le Rwanda, le Sénégal, le Tchad, le Togo. L'objectif était de partager sur les évolutions technologiques du secteur, d'échanger sur des problématiques réglementaires ou commerciales et de mettre en commun des expériences et pratiques efficaces.

Catherine Delom, DG de Sonema, a conclu : « C'est un plaisir d'accueillir nos partenaires pour ce séminaire. Nos clients nous sont fidèles depuis près de 20 ans, des grands groupes prestigieux nous font confiance. Cette confiance, c'est aussi le résultat du travail et de l'engagement de nos partenaires sur le terrain, au plus près des clients. »

En savoir plus

INLEX

www.inlex-africa.com

Contact :

contact@inlex-africa.com

PAXTER

www.paxter.eu

Samia Boudjelloul

samia.b@paxter.eu

SONEMA

www.sonema.com

NOUVEAUX ADHERENTS



Vols réguliers en Afrique de l'Ouest

Opérateur régulier en Afrique de l'Ouest, Corsair International, filiale du groupe TUI France, est un acteur majeur du développement économique et touristique au Sénégal

et en Côte d'Ivoire.

Avec une forte présence sur Dakar, depuis novembre 2012 et l'annualisation de l'axe Abidjan, depuis le 13 juin, Corsair équilibre ses marchés historiques, en continuant de déployer son pilier Afrique. Corsair propose ainsi jusqu'à 7 vols hebdomadaires à destination de Dakar et jusqu'à 4 vols par semaine vers Abidjan. Ce programme de vols renforcé répond à une demande croissante des clients de Corsair. Il témoigne de la volonté de la compagnie de développer le segment affaire et de s'adresser à une clientèle en recherche de plus de flexibilité.

En complément, Corsair poursuit sa montée en gamme. Dès l'été 2017, la Compagnie intégrera une nouvelle classe affaires et offrira ainsi un service aux meilleurs standards du marché associé à un haut niveau de confort. Les clients de la *business class* pourront notamment profiter de sièges convertibles en lits avec un service attentif, tout en continuant de profiter de tarifs extrêmement compétitifs. Corsair continue en parallèle de jouer un rôle majeur dans le développement du fret en mettant à disposition des deux pays des capacités emport à prix attractifs à destination de la France.



Spécialiste de la sûreté et de la gestion de crise

IREMOS est un cabinet de conseil, créé par d'anciens membres du GIGN, spécialisé dans les domaines de l'analyse des risques sûreté et l'assistance en gestion de crise. IREMOS à la particularité de développer des outils de pilotage de crise. Composée d'une équipe de consultants d'horizons différents, experts en gestion de crise, IREMOS a su unifier et mettre en synergie les expériences et le savoir-faire de chacun, afin de proposer des solutions et des services pointus et modulables.

La clientèle d'IREMOS est composée de ministères (Justice, Affaires Étrangères, Culture), d'un grand nombre de groupes du CAC 40, de PME et de TPE, en France et à l'étranger. Son expertise a ainsi fait ses preuves dans plusieurs secteurs d'activités : industries, réseaux (aérien, gazier, ferroviaire, routier...), banques et assurances, agroalimentaire, luxe, loisirs, santé, ... Quel que soit le client et quel que soit son domaine d'activité, IREMOS s'attache à lui apporter une réponse « sur mesure », adaptée à ses contraintes et à ses attentes.

IREMOS accompagne ses clients dans de nombreux pays et plus particulièrement sur le continent africain.

En savoir plus

CORSAIR

www.corsair.fr

IREMOS

www.iremos.fr

Emmanuelle Abriel

emmanuelle.abriel@iremos.fr

Tél : 01 57 63 83 60

COMMISSIONS DU CIAN

Nouveauté : Commission Santé

Le CIAN a décidé de redonner vie à une commission permanente consacrée aux questions de santé. Il y a quinze ans déjà le CIAN avait été l'initiateur de "Sida Entreprise" créée pour répondre au défi lancé à nos entreprises par cette pandémie qui frappait l'Afrique de plein fouet. L'Association s'est muée par la suite en "Entreprise & Santé" lorsqu'elle s'est attachée à combattre les autres affections qui touchaient aussi le Continent et dont des dégâts sur les populations étaient aussi dramatiques. "Entreprise & Santé" après avoir parfaitement répondu aux objectifs qui lui avaient été assignés par ses fondateurs arrive maintenant en bout de cycle et va cesser ses activités.

C'est pourquoi le CIAN souhaite revitaliser une commission autour des problématiques que ses adhérents rencontrent dans le domaine de la santé en Afrique. Echanges de bonnes pratiques entre les membres, diffusions d'informations utiles, ouvertures sur des services pour les implantations africaines, comme pour "Entreprise & santé" le champ d'action couvrira les grandes maladies de l'Afrique comme le sida, le paludisme, la tuberculose, le diabète ou les maladies cardio-vasculaires, mais aussi plus généralement traitera de veille, de prévention et d'accompagnement des salariés.

Erick Maville, économiste de la santé, actuellement directeur général de "Santé en Entreprise (SEE)" et qui de ce fait délivre déjà, à travers cette structure, des

formations et mène des missions santé en Afrique a accepté d'assurer la présidence de cette nouvelle commission. La première réunion se tiendra le 15 décembre prochain et traitera de la gestion de risques sanitaires en s'appuyant sur l'exemple de la crise Ebola.

Commission Sûreté

Après avoir présidé durant plusieurs années la Commission Sûreté du CIAN, Alain Flandrois a exprimé le souhait de se consacrer à ses activités locales en province, qui deviennent incompatibles avec l'animation d'une commission du CIAN. Il a donc souhaité mettre fin à sa responsabilité. Alain a été un président efficace et généreux, et il doit être sincèrement remercié de l'excellent travail qu'il a fourni. Sous son impulsion, les questions de sûreté ont pris leur place au sein du CIAN et il a beaucoup apporté aux adhérents.

Arnaud Kremer lui succède dorénavant à la présidence de la Commission Sûreté. Arnaud, après avoir passé 20 ans dans la Gendarmerie, dont plus de dix au GIGN, a co-fondé la société IREMOS, spécialisée dans le conseil en sûreté et la gestion de crise. Outre sa compétence reconnue, son approche est orientée vers la prévention et l'analyse préalable des risques, et totalement dédiée aux entreprises. Très tourné vers l'Afrique, il bénéficie d'une grande expérience auprès des grands groupes comme des petites entreprises, ainsi que des ministères.

En savoir plus

Commission Santé

Erick Maville

Président

[emaville@santeen](mailto:emaville@santeenentreprise.com)

entreprise.com

Commission Sûreté

Arnaud Kremer

Président

arnaud.kremer@iremos.fr

NOMINATIONS

MAEDI

Brigitte Curmi : ambassadeur en Libye

Evelyne Decorps : ambassadeur au Mali

Fred Constant : ambassadeur en Guinée équatoriale

Gilles Huberson : ambassade à Maurice

Stéphanie Rivoal : ambassadeur en Ouganda

Gilles Thibault : ambassadeur au Cameroun

Bpifrance

Sandrine Gaudin : administrateur

CONFERENCES INTERNATIONALES



SOMMET DE BAMAKO
Pour le Partenariat
la Paix et l'Émergence
13-14 janvier 2017

Préparation du Sommet de Bamako, 13-14 janvier 2017

A la suite des Rencontres Africa 2016, AfricaFrance supervise l'écriture et la circularisation en France et en Afrique des notes de recommandations exprimant le point de vue du secteur privé qui seront remises aux chefs d'Etat d'Afrique et de France. Il s'agit de faire des propositions très concrètes, exploitables rapidement pour le développement et

la croissance des échanges.

Deux forums adjacents se dérouleront à Bamako les deux jours précédant le sommet avec comme sujets phares la Jeunesse et les Femmes.



Développer l'agrobusiness au Mali, Bamako, 24-25 janvier 2017

Le patronat Malien (CNPM) organise un forum sur le potentiel de « grenier » de la sous-région.

Sont conviées à participer, les entreprises et les institutions opérant dans les filières de production, de transformation et de commercialisation des produits agricoles.



Conférence internationale, Yamoussoukro, 24-26 février 2017

Ce « think tank » panafricain organise sa quatrième conférence internationale sur le thème : **Comment refonder la dynamique de l'intégration régionale en Afrique ?**

En savoir plus

AFRICA FRANCE

www.africafrance.org

CNPM

Inscription

tidiene.diarra@cnpmali.org

GRUPE INITIATIVE AFRIQUE

Infos et inscription

ppeyrou@initiative-afrique.org

MECENAT

INSTITUT
DU MONDE
ARABE



En septembre 2017, l'Institut du monde arabe consacrera un forum économique exceptionnel au développement des échanges entre la France, le monde arabe et l'Afrique subsaharienne.

Pendant toute une journée, des tables rondes et rendez-vous BtoB inviteront des centaines de grands décideurs français, arabes et africains (Ministres, ambassadeurs, chefs d'entreprises, dirigeants d'organisations internationales et de médias...) à explorer et saisir les opportunités de renforcement des liens entre ces trois zones.

Ce forum se déroulera dans le cadre d'une saison culturelle prestigieuse qui célébrera l'Afrique à l'occasion des 30 ans de l'IMA. L'IMA recherche des entreprises mécènes pour soutenir cette programmation et l'événement économique.

IMA

[www.imarabe.org/fr/activites/](http://www.imarabe.org/fr/activites/rencontres-debats/rencontres-economiques-du-monde-arabe)

[rencontres-debats/](http://www.imarabe.org/fr/activites/rencontres-debats/rencontres-economiques-du-monde-arabe)

[rencontres-economiques-du-](http://www.imarabe.org/fr/activites/rencontres-debats/rencontres-economiques-du-monde-arabe)

[monde-arabe](http://www.imarabe.org/fr/activites/rencontres-debats/rencontres-economiques-du-monde-arabe)

Adèle Parrilla

Directrice du mécénat

Tél : 01 40 51 39 41,

aparrilla@imarabe.org

GUIDE PRATIQUE CIAN

La responsabilité sociale et environnementale des entreprises françaises en Afrique : enjeux, pratiques et recommandations



(10 € + port)

GUIDE PRATIQUE CIAN

Résister aux sollicitations indues dans le domaine fiscal et douanier



(9 € + port)

Commander les Guides Pratiques CIAN :
communication@cian.asso.fr
Tél. +33 (0)1 45 62 55 76

La Lettre du CIAN

Président :
Alexandre Vilgrain

Directrice de la publication :
Sandrine Sorieul

Ont collaboré à ce numéro :
Pierre Arnaud, Stephen Decam,
Etienne Giros, Laurent Padoux

Pour vous abonner :
communication@cian.asso.fr

AGENDA

CIAN

PARIS – **Commission Sécurité**, 16 nov
PARIS – **Rencontre Niger**, 1er déc
PARIS – **Commission Santé**, 15 déc
PARIS – **CIAN-MOCI Forum Afrique**, 3 fév

ADEPTA

ETHIO/TANZ – Mission AGROFOOD, 3-9 févr
NIGERIA – Pavillon AGROFOOD, 28-30 mar
ALGERIE – Pavillon DJAZAGRO, 10-13 avr

AFD

PARIS – L'assainissement, 18 nov
PARIS – Colloque Histoire « 75 ans », 30 nov
PARIS – 12e Conf. Internat. sur le développement en partenariat avec la Ferdi, 1-2 déc
PARIS – Clôture 75 ans, 6 déc

ALEXANDER HUGHES

PARIS – Réussir en Afrique, 24 nov

ASCPE - Entretiens eurafricains

PARIS – Les enfants fantômes, 24 nov
PARIS – Industrie culturelle et cinéma en Afrique de l'ouest, 14 déc

BUSINESS FRANCE

NIGERIA – Délégation entr., 5-7 déc
MAROC – Pavillon sur MIDEST MAROC, 14-17 déc
ANGOLA – Renc Formation Enseign, 13-15 déc
PARIS – Atelier Ethiopie, 15 déc
COTE D'IV – Archit et Urbanisme, 14-16 déc
ABIDJAN – Renc. SHIELD AFRICA, 24-26 jan
PARIS – Atelier Zambie, 25 jan (tbc)
PARIS – Rencontres Algérie, 25 jan
PARIS – Focus Afrique Subsaharienne avec l'AFD, 6 fév
YAOUNDE – Pavillon PROMOTE, 11-19 fév
ALGER – Renc Salon Mines Carrières, 21-23 mar
MEKNES – SIAM, 18-23 avr
Informations : www.programme-france-export.fr

CADE

PARIS – Talents des diasporas africaines dans les innovations technologiques et sociales, 21 nov,
www.afrique-demain.org

CCI PARIS ILE DE FRANCE – Club CEAF

PARIS – Marché Ethiopie, nov

PARIS – Marché RDC, 8 déc
PARIS – Diner-débat du Club, 19 déc

CLUB EFFICIENCE

PARIS – Gala annuel, 3 déc

KENYA FRANCE BUSINESS CLUB

PARIS – Forum multisectoriel dédié Kenya, 2-3 déc
www.bbbforum.com

FARM

PARIS – Coll. Agroalimentaire et emploi, 8 déc

FERDI

OUAGA – Les enjeux de l'intégration régionale en Afr. de l'Ouest, 13-14 déc
PARIS – Echange : quelles réponses pour les pays pauvres vulnérables, 24 janv

MADAGASCAR

PARIS – Conférence donateurs et investisseurs à l'UNESCO, 1-2 déc

MAEDI

PARIS – 20 ans, Comité tech. Foncier et dev., 30 nov

MAISON DE L'AFRIQUE

PARIS – Ethique et Anticorruption, 22 nov
RWANDA – Mission Prospection, 17-19 jan

MEDEF

PARIS – Premier Forum de la Jeunesse et de l'Entrepreneuriat Afrique-France, 6-7 déc

MEDEF INTERNATIONAL

PARIS – Renc. Président Namibie, 29 nov
PARIS – Renc. Président Madagascar, 2 déc
PARIS – Vœux Afrique, 26 jan

Infos : www.medefinternational.fr

PROPARCO – Club des Investisseurs

PARIS – Accompagnement des entr. vers pays émergents et en dev., 23 nov

RDV D'ALGER – Forum d'affaires

ALGER – 3-5 déc, www.rdv-alger.com

TUNISIA 2020 – Conférence d'appui au développement économique

TUNIS – 29-30 nov, www.tunisia2020.com

Le CIAN, association loi 1901, est une organisation patronale privée française rassemblant les entreprises investies en Afrique. A travers leurs 10 000 établissements et 300 000 collaborateurs sur place, ses membres réalisent un chiffre d'affaires de 60 milliards €, soit 80% de l'activité française sur le continent.

Le CIAN est fondé à promouvoir et défendre leurs intérêts en Afrique en favorisant le partage d'expérience au sein de Commissions, en apportant conseil et appui via un réseau influent ainsi qu'en intervenant, pour eux, auprès des décideurs publics et privés, français et étrangers. Il propose ainsi des solutions pragmatiques aux difficultés liées à leurs activités.

Le CIAN les incite, dans le cadre de leurs responsabilités sociales, à œuvrer pour un développement durable de l'Afrique (adhésion à la Charte du CIAN sur le développement durable et à sa Déclaration sur la prévention de la corruption).

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

45, Rue de la Chaussée d'Antin
75009 Paris

Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76

Fax : +33 (0)1 42 56 79 33

Email : contact@cian.asso.fr

Site : www.cian-afrique.org



Retrouvez-nous sur le Web :

www.cian-afrique.org